

Contre Poutine, la volte-face du Premier ministre arménien Nikol Pachinian

A Erevan, le chef du gouvernement croit de moins en moins à l'efficacité de la Russie, censée garantir la paix et la stabilité face à l'Azerbaïdjan.

ARTICLE RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

Écouter l'article



Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian lors d'un discours de campagne à Erevan, le 17 juin 2021

[afp.com/Karen MINASYAN](https://www.afp.com/Karen-MINASYAN)

Par Emma Collet

Publié le 16/09/2023 à 08:15

Partager cet article

Écouter cet article

Powered by [ETX Studio](#)

00:00/05:39

Ces jours-ci, Nikol Pachinian passe son temps au téléphone. Auprès d'Emmanuel Macron, Olaf Scholz, Antony Blinken et d'autres, le Premier ministre exprime sa vive inquiétude. Selon lui, l'Azerbaïdjan s'apprête ni plus ni moins à annexer le Haut-Karabakh, enclave arménienne en Azerbaïdjan et objet de disputes depuis trois décennies entre ces deux anciennes républiques soviétiques du Caucase.

Le 7 septembre, des mouvements militaires azéris ont été observés près des frontières arméniennes. L'étau se resserre autour du Haut-Karabakh, où la route de Latchine, véritable cordon ombilical reliant l'enclave à l'Arménie, demeure inaccessible depuis pratiquement neuf mois.

LIRE AUSSI >> Aux confins de l'Arménie, un drame à huis clos

Les approvisionnements se font si rares que les 120 000 Arméniens du Haut-Karabakh sont au bord de la famine. Les habitants se lèvent aux aurores et font la queue devant les magasins plusieurs jours pour une ration de pain... comme aux heures sombres de l'Union soviétique. "Ils sont retenus en otages chez eux", explique Taline Papazian, directrice d'Armenia Peace Initiative qui enseigne à Sciences po Aix. Les observateurs étrangers n'hésitent plus à employer le terme de "nettoyage ethnique" pour désigner la façon dont les autorités azéris cherchent à se débarrasser des Arméniens du Haut-Karabakh.

La volte-face contre Poutine

En raison de cette situation de plus en plus désespérée, Nikol Pachinian croit de moins en moins à l'autorité russe, pourtant censée garantir la sécurité de l'Arménie. Au pouvoir depuis 2018, le pragmatique Premier ministre a toujours été un allié de Vladimir Poutine. Mais depuis quelque temps, Pachinian fait volte-face. Dans une interview au journal italien *La Repubblica*, il a qualifié "d'erreur stratégique" le partenariat sécuritaire "reposant à 99,999 % sur la Russie". L'épouse du Premier ministre, elle, a rencontré, le 7 septembre, le président ukrainien Volodymyr Zelensky pour signifier clairement la solidarité d'Erevan avec Kiev. Une première pour l'Arménie, qui n'a jamais condamné l'invasion russe de 2022.



Les agissements de Nikol Pachinian bousculent les certitudes de Moscou : le 13 septembre, crime de lèse-majesté, le chef du gouvernement arménien a ratifié l'intégralité du statut de Rome de la Cour Pénale Internationale, qui prévoit d'arrêter Vladimir Poutine s'il venait à poser le pied en territoire arménien. "Pachinian entend diversifier ses partenariats de sécurité", remarque Benyamin Poghosyan, président du Centre d'études stratégiques politiques et économiques d'Erevan. Pour lui, il s'agit surtout "d'irriter la Russie et envoyer un message à l'Ouest".

LIRE AUSSI >> "Je suis terrifié" : en Arménie, la crainte du dépeçage face à l'Azerbaïdjan

Accaparée par la guerre en Ukraine, la Russie ne semble plus en mesure de stabiliser les relations entre Arménie et Azerbaïdjan. Les casques bleus russes, supposés assurer

depuis 2020 une mission de maintien de la paix au Haut-Karabakh, ne parviennent pas à remplir leur mission. L'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) qui regroupe l'Arménie, le Kazakhstan, le Biélorussie, le Kirghizistan et le Tadjikistan autour de la Russie, n'obtient pas de meilleurs résultats sur le terrain diplomatique.

"Pachinian n'a jamais été antirusse, ni littéralement pro-occidental", décrypte Stephan Astourian, professeur de relations internationales à l'Université américaine d'Arménie. "C'est un souverainiste qui veut défendre l'intégrité territoriale de l'Arménie, qui compte 2,8 millions d'habitants". "Le Premier ministre sait parfaitement que la question du Haut-Karabakh reste un moyen pour la Russie de conserver une influence dans le Caucase. Il sait aussi que le pouvoir de nuisance du Kremlin sur l'Arménie est potentiellement si important qu'une rupture des relations n'est ni envisageable ni souhaitable", ajoute Taline Papazian.

Popularité en baisse

La question du Haut-Karabakh, où Nikol Pachinian n'est pas retourné depuis trois ans [date de la défaite de l'Arménie dans la guerre contre l'Azerbaïdjan de 2020], serait-elle insoluble ? Ces derniers mois, les rencontres de Pachinian avec son homologue azéri Ilham Aliev étaient devenues plus fréquentes. Et cette année, sous l'égide de la France, de l'Union européenne, de la Russie ou des Etats-Unis, les deux dirigeants se sont rencontrés à plusieurs reprises. Mais sans jamais trouver une ouverture vers un accord de paix.

L'impuissance de Pachinian sur le Haut-Karabakh explique la défiance croissante des Arméniens. "Depuis la défaite de l'Arménie en 2020, sa popularité baisse, du fait de la situation très précaire du pays en termes de sécurité territoriale", explique Taline Papazian. Aux dernières élections législatives de 2021, son parti "Contrat Civil" a franchi la barre des 50 % de justesse, alors qu'en 2018, le même parti triomphait avec 70 % des suffrages.

LIRE AUSSI >> *Haut-Karabakh : "l'Azerbaïdjan a réussi sa conquête totale"*

En 2018, Pachinian, un ancien journaliste et activiste devenu député d'opposition contre l'ancien président Sirkassian, est arrivé au pouvoir dans l'euphorie, après la "révolution de velours". Grâce à des réformes anti-corruption, lui qui est issu d'une famille modeste de province était rapidement devenu très apprécié des classes populaires. Mais ces temps heureux semblent bien loin.

Les tensions avec l'Azerbaïdjan pourraient déstabiliser encore le Premier ministre, même si la question du Haut-Karabakh devient de moins en moins importante aux yeux d'une partie de la population arménienne. "Alors que dans les années 2010, la question du Haut-Karabakh était fondamentale pour le destin des élites arméniennes, une dissociation est en train de se faire", selon Taline Papazian. Les élections

municipales qui auront lieu ce dimanche 17 septembre serviront de test. Et indiqueront si la popularité de Nikol Pachinian est déterminée, ou non, par la question du Karabakh.